

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



Établissement public à caractère administratif (E.P.A):

Direction Générale de l'OFB
Service de la commande publique
Site de Saint Benoît,
5, rue de Saint Thibault
78610 AUFFARGIS

OBJET DE LA CONSULTATION :

**Analyses génétiques pour le suivi des populations de loup,
de lynx et d'ours brun**

Procédure adaptée selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique
(Articles L2123-1, R2123-1 1°, R2123-4 à R2123-5)

Marché n° 2025-41

SOMMAIRE

1.1 OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 ALLOTISSEMENT	3
1.3 PROCEDURE, FORME ET MONTANT DU MARCHÉ	3
1.4 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	3
ARTICLE 2 : DURÉE – DELAIS D'EXECUTION	4
2.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2. DELAIS D'EXECUTION	4
2.3. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.1. CONTENU DES BONS DE COMMANDE	5
4.2. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.3. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	5
4.4. REMPLACEMENT DES INTERVENANTS	5
4.5. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	6
4.6. VERIFICATION ET ADMISSION	6
ARTICLE 5 : PRIX	7
5.1 NATURE DES PRIX	7
5.2 CONTENU DES PRIX	7
5.3 CLAUSE DE REEXAMEN	8
5.4 REVISION DES PRIX	8
5.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE	10
ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION	10
6.1 PAIEMENT	10
6.2 AVANCE	10
6.3 ACOMPTE	11
6.4 MODALITES DE FACTURATION	11
6.5 CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE	12
6.6 RETENUE DE GARANTIE	12
ARTICLE 7 : PENALITES	12
7.1 CALCUL DES PENALITES	12
7.2 PENALITE DE RETARD	12
7.3 PENALITE POUR ABSENCES AUX REUNIONS	13
7.4 MISE A JOUR DES DOCUMENTS	13
7.5 PENALITE DE RETARD POUR LA LEVEE DES RESERVES	13
7.6 PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	13
ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES	14
9.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
9.2 OBLIGATIONS DE L'OFB	14
ARTICLE 10 : LANGUE	15
ARTICLE 11 : PROPRIETE INTELLECTUELLE	15
ARTICLE 12 : RESILIATION	15
ARTICLE 13 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES, TRAVAILLEURS ETRANGERS	15
ARTICLE 14 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	15
ARTICLE 15 : ASSURANCES	15
ARTICLE 16 : DIFFERENDS	16
ARTICLE 17 : DEROGATION AU CCAG-FCS	17

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet :

- l'analyse génétique d'échantillons biologiques pour le suivi des populations de loups gris (*Canis lupus*) et de lynx boréal (*Lynx lynx*) en France et dans les régions transfrontalières ;
- l'analyse génétique d'indices biologiques pour le suivi de la population d'Ours brun (*Ursus arctos*) des Pyrénées en France et dans les régions transfrontalières ;
- la fourniture de matériels adéquats de prélèvement pour capturer l'ADN rare sur les indices biologiques (feces urine sang salive).

Les prestations attendues sont explicitées au cahier des charges techniques particulières (CCTP).

1.2 Allotissement

L'accord-cadre est alloti comme suit :

- Lot 1 : Analyses génétiques pour le suivi de la population de loup gris (*Canis lupus*) et de lynx boréal (*Lynx lynx*)
- Lot 2 : Analyses génétiques pour le suivi de la population d'ours brun (*Ursus arctos*)
- Lot 3 : Production et mise à disposition de kits de prélèvement ADN non invasifs.

1.3 Procédure, forme et montant du marché

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles R2162-4, R2162-13 et R6122-14 du code de la commande publique, la consultation donnera lieu à un accord-cadre mono attributaire fixant toutes les stipulations contractuelles et s'exécutant par l'émission de bons de commande. L'accord-cadre est conclu **sans montant minimum** et selon les montants maximum suivants sur la durée maximale (toutes reconductions confondues) :

N° Lot	Intitulés lots séparés	Montants maximum sur la durée maximale
1	Analyses génétiques pour le suivi de la population de loup gris (<i>Canis lupus</i>) et de lynx boréal (<i>Lynx lynx</i>)	1 760 000 € HT
2	Analyses génétiques pour le suivi de la population d'ours brun (<i>Ursus arctos</i>)	440 000 € HT
3	Production et mise à disposition de kits de prélèvement ADN non invasifs.	60 000 € HT
Global		2 260 000 € HT

Les accords-cadres des lots 1 et 2 sont de services et l'accord-cadre du lot 3 est de fournitures.

1.4 Considérations environnementales et sociales

L'objet même du marché vise des prestations contribuant à la maîtrise des impacts environnementaux. Et notamment avec le suivi de l'état de conservation des populations de loups gris (*Canis lupus*) ; de lynx boréal (*Lynx lynx*) et d'ours brun (*Ursus arctos*) en France, toutes classées sur un statut d'espèces protégées au sens du droit national relatif au classement des espèces. L'OFB est chargé d'alimenter des études concourant à une meilleure connaissance de ces espèces dans l'objectif d'éclairer la décision publique quant aux règles de gestion des populations ou de leurs habitats par les autorités en charge du maintien des populations dans un état de conservation favorable au sens des directives européennes sur la faune et la flore.

L'OFB met en œuvre un suivi génétique non invasif à partir d'échantillons biologiques récoltés sur le terrain, ainsi que des prélèvements de tissus sur les animaux retrouvés morts (ex. peau, organes, muscles) ou capturés vivants pour des fins scientifiques ou de gestion (ex : biopsie).

Dans un souci de cohérence et d'exemplarité, le titulaire doit porter une attention pour prendre en compte les objectifs de développement durable dans l'exécution des prestations.

Le présent marché a prévu un critère de jugement « Ecoresponsabilité », aussi le titulaire devra mettre en œuvre sa proposition qui aura dès lors, vocation de clause, en phase exécution du marché.

Pour le lot 3 un critère social a également été prévu, engageant pour le titulaire, dans les conditions qu'il aura détaillées dans sa proposition et devant être conformes aux dispositions de l'article 16 du CCAG-FCS.

ARTICLE 2 : DURÉE – DELAIS D'EXECUTION

2.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre sera conclu pour une période à compter du 4 janvier 2026 au 3 janvier 2027 inclus. Il est reconductible tacitement 3 fois annuellement, à chaque date anniversaire (durée maximale de 48 mois).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché par la voie d'un courrier recommandé électronique avec avis de réception, trois (3) mois avant sa date anniversaire.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

2.2. Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés dans le CCTP.

2.3. Prolongation du délai d'exécution du marché

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement :

- Les circonstances/causes du retard prévu,
- La date de survenance du fait générateur et
- Le délai supplémentaire demandé.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version à la date d'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence relatif à la présente consultation et réputé connu par le titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché,
- le mémoire technique du titulaire.

Le CCAG-FCS est téléchargeable sur le site des ministères économiques et financiers : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent CCAP, du CCTP ou CCAG-FCS.

Fait seule foi, les exemplaires originaux de l'AE et son annexe, du CCAP, du CCTP et du mémoire technique conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées conformément aux dispositions du CCTP.

4.1. Contenu des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par le pouvoir adjudicateur et qui comporteront :

- la référence du marché, son objet et le **numéro du lot** concerné (le cas échéant) ;
- la désignation succincte des prestations attendues, rédigée conformément aux intitulés du BPU (UO) ;
- la quantité commandée ;
- les prix unitaires ;
- le montant total de la commande HT et TTC, la TVA ;
- le lieu et le délai de livraison ;
- les références de la Direction Régionale, pilote administratif du lot ;
- les références du service supportant la dépense ;
- le nom et les coordonnées du prestataire ;
- la date.

Chaque bon de commande est adressé par courrier électronique (avec demande d'accusé de réception par le titulaire) ou par courrier postal. Dans ce dernier cas, le titulaire vérifie que toute demande arrivant par courrier est bien une première demande et non une confirmation de courrier électronique.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont celles habilitées par direction ou entité de l'OFB.

4.2. Lieu d'exécution des prestations

En fonction de leur nature, les prestations décrites dans le CCTP sont effectuées sur les différents sites mentionnés.

Si nécessaire, les réunions physiques se dérouleront dans les locaux de l'OFB, ou autre site validé avec le titulaire de l'accord-cadre.

4.3. Réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur peut passer un marché de travaux ou de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence.

4.4. Remplacement des intervenants

La bonne exécution des prestations est placée sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire du marché présente dans son offre le(s) référent(s) et l'équipe avec laquelle il exécutera les prestations du marché.

Si le(s) référent(s), nommément désignés, ne sont plus en mesure d'accomplir leur tâche, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 20 jours calendaires (par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS) à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné ci-dessus.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 20 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 20 jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur doit être motivée.

Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-FCS.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41.

4.5. Obligations de confidentialité

Le candidat reconnaît que toutes les informations divulguées pendant la durée de la consultation demeurent la propriété exclusive de l'OFB et, par conséquent, le candidat reconnaît que toute divulgation non autorisée de cette information confidentielle par l'OFB peut causer des dommages sérieux à celle-ci.

Par conséquent, le candidat s'engage envers l'OFB afin de protéger ses intérêts, à :

- a) utiliser l'information divulguée uniquement aux fins pour lesquelles elle a été divulguée ;
- b) ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à cette information sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet de sa divulgation ;
- c) prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'information à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes ;
- d) prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite information.

Tous les documents et informations confiés ou diffusés au prestataire sont confidentiels, le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il pourra avoir connaissance au cours de l'exécution de sa mission et s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'OFB.

Conformément à l'article 51.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations relatives à la confidentialité peut entraîner une résiliation pour faute du présent marché.

4.6. Vérification et admission

4.6.1 Opération de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les opérations de vérifications détaillées à l'article 28.1 du CCAG-FCS ne s'appliquent pas.

Les vérifications sont mises en œuvre à l'issue de la réalisation des prestations de chaque bon de commande (3 lots) et donne lieu à production d'une admission dans les conditions suivantes.

Pour les lots 1 et 2 : Il sera réalisé une analyse des documents transmis (chaque rapport intermédiaire ainsi que le rapport final de fin d'exécution de l'accord-cadre). Celle-ci fera l'objet d'un avis écrit du pouvoir adjudicateur. Ces documents seront repris par le titulaire (dans le délai

indiqué par le pouvoir adjudicateur, ou à défaut sous 15 jours calendaires) jusqu'à l'obtention d'un avis favorable du pouvoir adjudicateur, et ce, sans qu'aucun frais supplémentaire ne puisse être réclamé par le titulaire. Dans le cas où les documents ne peuvent être repris (selon la temporalité de leur utilisation par exemple), une réfaction pourra être décidée venant acter du défaut de leur qualité.

Pour le lot 3 : Il sera réalisé une vérification quantitative et qualitative des fournitures livrées. S'il a été reconnu que la fourniture livrée ne correspond pas aux prescriptions du bon de commande, le titulaire devra la remplacer dans le délai de 72h ouvrées à ses frais et sans qu'il soit besoin d'effectuer une mise en demeure préalable.

En cas de contestation sur la qualité, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à des expertises et analyses complémentaires aux frais du titulaire.

4.6.2 Admission :

L'admission est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures (lot 3) ou des services (lots 1 et 2) est réputée acquise.

4.6.3 Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'informe pas le titulaire des jours et heures pour les vérifications.

4.6.4 Ajournement, réfaction, rejet :

Ces opérations d'ajournement, de réfaction et de rejet s'effectuent conformément à l'article 30 du CCAG-FCS.

4.6.5 Garantie(s) des prestations :

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de durée de garantie pour les prestations du lots 1 et 2.

Les kits du lot 3 font l'objet d'une garantie définie à l'article 33 du CCAG-FCS.

ARTICLE 5 : PRIX

5.1 Nature des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires. Il est établi en euros.

Les prix sont fixés dans l'acte d'engagement et dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, le BPU (Bordereau de Prix Unitaires) pour chacun des lots.

5.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations. De même, ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais de personnel, les frais de courrier, les frais de livraison éventuels, les charges, les fournitures, matériels et sujétions du titulaire. Les prix du titulaire devront comprendre les éventuels frais de déplacement, d'hébergement et restauration.

Le marché est rémunéré par l'application des prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires (BPU), à l'achèvement de chaque commande.

Le prestataire sera tenu de fournir, à tout moment de l'exécution, à compter de la remise des offres et jusqu'à l'admission des prestations, tout détail ou sous-détail de prix ou de décomposition plus précise, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

5.3 Clause de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié par **ordre de service établi par le pouvoir adjudicateur** dans les cas suivants :

- En cas de suppression, en cours d'exécution du contrat, d'un indice/index prévu pour l'actualisation/révision des prix indiquée au CCAP. Dans ce cas, si l'organisme émetteur de l'indice/index préconise un indice/index de substitution ce dernier s'appliquera. Dans le cas contraire, il appartiendra au pouvoir adjudicateur de définir celui qui sera applicable à compter de la disparition du précédent ;
- En cas d'ajout de nouveaux prix unitaires au marché qui doivent être impérativement liés à l'objet du marché, ainsi que pour tout nouveau prédateur (notamment le chacal), et rattachés à une famille générique du BPU et ne pas entraîner de modification du montant maximum du marché ;
- En cas de modification ou suppression de références, le titulaire s'engage à délivrer des fournitures de qualité au minimum équivalente, ou supérieure au produit initialement prévu dans le marché et ce, au même prix ;
- Selon le cas prévu par l'article R2194-6 1° du code de la commande publique : En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire. Dans ce cas le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droits ou le curateur, par dérogation à l'article 39.1 du CCAG-FCS, cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant ;
- Selon le cas prévu par l'article R2194-6 2° du code de la commande publique : en cas de cession du marché, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial ;
- En cas de remplacement du mandataire du groupement, dans le cas prévu à l'article 3.5 du CCAG-FCS ;
- Ceux prévus aux articles 5.2.2 «Protection des données à caractère personnel», 6.2 «Protection de la main d'œuvre et conditions de travail» et 7.2 «Protection de l'environnement» du CCAG applicable mais par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG ces modifications ne feront pas l'objet d'un avenant.

5.4 Révision des prix

Les prix sont réputés fermes durant la première année.

Ensuite ils sont **révisés à la date anniversaire** selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (I_m / I_o)$$

P : Prix révisé

P_o : prix initial tel qu'il figure dans le BPU

I_m : valeur connue et publiée (y compris provisoire) de l'indice de révision au mois « m ». Le mois « m » retenu pour le calcul de chaque révision est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.

I_o : Valeur de l'indice au mois zéro

Les prix ainsi révisés sont rendus définitifs pour la période considérée.

Le prix révisé sera appliqué à l'ensemble des bons de commande émis postérieurement à la date de révision.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois :

- de la date limite de remise des offres (DLRO) ;
 - de la DLRO reportée, le cas échéant ;
 - de la DLRO faisant suite à une phase de négociation, le cas échéant ;
- Ce mois est appelé « **mois 0** » ou « **Mo** » et est précisé à l'acte d'engagement.

Les indices applicables sont :

- lots 1 et 2 : ICHT-M
- lot 3 : FSD1 (30%) + 010764338 (70%)

avec :

- ICHT-M, identifiant 001565195 : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, technique
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565195>
- FSD1: Frais et services divers - modèle de référence n°1)
<https://services.lemoniteur.fr/indices-index/331b16ff-ac70-4af2-9a4a-a4e380d369b6>
- Identifiant 010764338 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A38 CE, CPF 20 – Produits chimiques :
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764338#Tableau>

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire, à l'attention du chef de projet métier. Cette demande doit parvenir à l'OFB 30 jours avant la date effective de révision des prix, sous réserve que l'indice applicable soit publié. A défaut d'envoi dans le délai, la demande est prise en compte à la prochaine échéance.

Exemple : l'acte d'engagement précise le mois zéro : janvier 2025 et le marché est notifié le 01/04/2025 pour une durée d'un an reconductible 3 fois.

- 1) les prestations réalisées entre le 01/04/2025 et le 31/03/2026 seront traitées à prix fermes,
- 2) les prestations réalisées entre le 01/04/2026 et le 31/03/2027 seront traités à prix révisés (1^{ère} révision). La révision doit être demandée par le titulaire au plus tard le 01/03/2026. La révision sera calculée avec les éléments suivants :
 - indice SYNTEC dans sa valeur du mois de janvier 2025 : 315,2
 - indice SYNTEC dans sa dernière valeur connue au mois de mars 2026.
- 3) les prestations réalisées entre le 01/04/2027 et le 31/03/2028 seront traités à prix révisés (2^{ème} révision). La révision doit être demandée par le titulaire au plus tard le 01/03/2027. La révision sera calculée avec les éléments suivants :
 - indice SYNTEC dans sa valeur du mois de janvier 2025 : 315,2
 - indice SYNTEC dans sa dernière valeur connue au mois de mars 2027.

En cas de variation de la valeur de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande de révision des prix de la part de l'OFB.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultants. Il est procédé de même pour chaque révision. **La demande est à envoyer par courriel** au chef de projet désigné par l'OFB.

OFB
DR AURA
Mails : cecilia.perret@ofb.gouv.fr

En effet il s'agit pour le chef de projet de valider la révision proposée et ce sous 30 jours calendaires. La révision dûment validée sera adressée au service commande publique qui la transmettra au service financier au titre des pièces du marché.

5.5 Clause de sauvegarde

Si l'évolution des prix à chaque période de révision est supérieure à 3%, l'Office Français de la Biodiversité (OFB) se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date d'application des nouveaux prix, dans les conditions prévues à l'article 13 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

6.1 Paiement

Conformément à l'article R2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées : sur service fait après admission des prestations/fournitures pour chaque bon de commande, ou par acomptes trimestriels (ou mensuels dans les conditions de l'article R 2191-22 du code de la commande publique) si le titulaire en formule la demande (article 6.3 ci-après).

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1er jour du semestre) de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

6.2 Avance

Dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur, l'avance est accordée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois. Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément à l'article R. 2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Les dispositions de l'article 11 option A du CCAG-FCS s'appliquent : le taux de l'avance fixé est 5% et il est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise (PME)¹. Il s'applique sur le montant TTC du bon de commande si la durée d'exécution du bon de commande est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à l'application du pourcentage précité d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée d'exécution de ce dernier exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par celui-ci atteint 65 %. Le remboursement doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

Si le titulaire qui a perçu l'avance, sous-traite une part de l'exécution du bon de commande postérieurement à sa notification, il doit rembourser la fraction de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, alors même que le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas

¹ Telle que définie par la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

en bénéficiaire. Le remboursement par le titulaire s'impute alors sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial.

6.3 Acompte

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.2 du CCAG-FCS dans les conditions des articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique.

Ainsi, la **périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise** ou un artisan au sens de l'article [R. 2151-13](#), une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, **ce délai est ramené à un mois sur demande du titulaire du marché**, pour les marchés de fournitures et de services.

Chaque paiement partiel n'obtient son caractère définitif qu'après la levée des réserves des prestations en cause le cas échéant.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte : l'acompte rémunère un service fait.

6.4 Modalités de facturation

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

La dématérialisation des factures est obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (TPE). Les factures doivent se conformer aux obligations de [l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3](#).

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- date d'émission de la facture ;
- numéro de la facture ;
- Identité du vendeur (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS) ;
- n° d'identification TVA ;
- identité de l'acheteur (nom, service, adresse) ;
- la référence du marché ;
- l'objet du marché ;
- n° du bon de commande (sur facture ou dans le champs CHORUS) ;
- la désignation succincte de la prestation exécutée (phase n° ou UO) par site concerné (le cas échéant) ;
- le montant HT et TTC à payer et annotée en lettre pour les factures manuscrites ;
- article du CGI (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises. Dans ce cas, à l'appui, le titulaire doit produire une attestation) ;
- le taux et le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Les factures doivent donc être envoyées sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B), devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'OFB en tant que destinataire de la facture : 130 025 919 00015 ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : VIN
- Le numéro d'engagement. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/ORD/MILLESIME/XXXXXXX

Dans le cas où vous n'auriez pas ces informations, vous pourrez les demander au service prescripteur.

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

6.5 Cession ou nantissement de créance

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du CCP.

Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

Le Directeur Financier est seul compétent pour fournir les renseignements attendus à :

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE
Madame la Directrice des Finances Adjointe
5 rue de Saint Thibault - Saint Benoist - 78610 AUFFARGIS

6.6 Retenue de garantie

Au titre du présent marché, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 7 : PENALITES

7.1 Calcul des pénalités

Dans le cas de cotraitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres cotraitants.

Les pénalités indiquées ci-dessous sont, le cas échéant, cumulables entre elles. Elles ne sont pas libératoires et sont indépendantes des éventuelles réfections de prix consécutives aux opérations d'admission.

7.2 Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1 000 euros.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant hors taxes du bon de commande.

Lots 1 et 2 :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire, par jour calendaire de retard, de :

- 5 € par échantillon de la session concernée, pour chaque rapport intermédiaire ;

- 25 € par échantillon concerné, pour chaque rapport lié à chaque session d'urgence ;
- 50 € pour le rapport final ;
- 50 € pour l'organisation des réunions : lancement et annuelles pour déterminer le calendrier des sessions courantes.

Lot 3 :

Les dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS s'appliquent, à savoir une pénalité de 1/1000 par jour calendaire de retard, du montant du bon de commande en cause.

Cette pénalité s'applique également pour toute livraison incomplète jusqu'à la livraison de l'ensemble des sites concernés (sur la base du montant total du bon de commande concerné).

Lots 1-2-3 :

La pénalité prévue à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS est applicable pour tout autre retard sur chacun des délais de chaque élément de mission indiqué au CCTP et/ou au mémoire technique à savoir une pénalité de 1/1000 par jour calendaire de retard, du montant du bon de commande en cause.

7.3 Pénalité pour absences aux réunions

En cas d'absence aux réunions, une pénalité fixée à 100 € sera appliquée par absence.

7.4 Mise à jour des documents

Les mises à jour des documents demandées par le pouvoir adjudicateur, seront à réaliser dans un délai spécifié par ce dernier ou par défaut d'un délai de 15 jours calendaires. Dans le cas de non-remise du document modifié dans le délai précité, une pénalité forfaitaire, par jour calendaire de retard d'un montant de 25 € sera appliquée.

7.5 Pénalité de retard pour la levée des réserves

Il est fixé au titulaire un délai pour lever les réserves éventuelles retenues le jour de l'admission des prestations. Ce délai court à compter de la date indiquée par le pouvoir adjudicateur dans la liste de réserves, sans mise en demeure préalable. Sans précision contraire au niveau de la liste des réserves, de la part du pouvoir adjudicateur le délai maximum de levée des réserves est la suivante : 2 semaines.

Au-delà de ce délai, le titulaire subira, par jour calendaire de retard pour la levée de chaque réserve, une pénalité forfaitaire de 50€ HT.

Au cas où ces prestations ne seraient pas réalisées dans le délai précité, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les faire exécuter aux frais et risques du titulaire sans, toutefois, faire obstacle à l'application des pénalités précitées.

7.6 Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L8222-6 du Code du Travail, l'OFB, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du Travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'OFB la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € par jour ouvré de retard.

En outre, en application d'un décret le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer dès connaissance du travail dissimulé constaté lors d'un contrôle et ce sans mise en demeure, une majoration de 25% du montant du redressement des cotisations et contributions sociales mises en recouvrement.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, l'OFB peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire dans les conditions prévues l'article 13 (résiliation) du présent cahier des clauses particulières.

ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants du CCP.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le titulaire et le pouvoir adjudicateur (DC4).

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du marché pour faute.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

9.1 Obligations du titulaire

9.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le présent CCAP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

9.1.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché subséquent, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

9.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 10 : LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

ARTICLE 11 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Dans les conditions de l'article 7 du CCTP.

ARTICLE 12 : RESILIATION

Seules les dispositions du chapitre 7 (articles 38 à 44) du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 13 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES, TRAVAILLEURS ETRANGERS

Le titulaire produit préalablement à la notification du présent marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les certificats fiscaux et sociaux légalement exigibles sont transmis avant notification du présent marché et renouvelés suivant les périodicités légales aux membres du groupement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché ses torts sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

La pénalité de retard peut être appliqués au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

ARTICLE 14 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications portant sur sa situation juridique et/ou économique survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 15 : ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire :

- doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

A cet effet, il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 16 : DIFFERENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 du CCAG-FCS, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R.2197-1 à R.2197-12 et D.2197-13 à D.2197-22 du CCP)² :

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS
Télédéc 353 - 75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite³.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

² La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

³ <https://www.mieist.finances.gouv.fr/>

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <https://melun.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 17 : DEROGATION AU CCAG-FCS

Les dérogations sont les suivantes :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
4.3 Remplacement des intervenants	3.4.3
4.6.3 Présence du titulaire	27.3
4.6.5 Garantie(s) des prestations	33
5.3 Clause de réexamen	5.2.2, 6.2, 7.2 et 39.1
7.2 Pénalités de retard	14.1, 14.1.2 et 14.1.3